

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

43/2-3 | 2002

**Contacts intellectuels, réseaux, relations
internationales**

« Scientifique » OU « intellectuel » ? Louis Réau et la création de l'Institut français de Saint- Pétersbourg.

Olga Medvedkova



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8503>

DOI : 10.4000/monderusse.8503

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : 411-422

ISBN : 2-7132-1781-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Olga Medvedkova, « « Scientifique » OU « intellectuel » ? Louis Réau et la création de l'Institut français de Saint-Pétersbourg. », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 43/2-3 | 2002, mis en ligne le 01 janvier 2007, Consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8503> ; DOI : 10.4000/monderusse.8503

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_432&ID_ARTICLE=CMR_432_0411

« Scientifique » OU « intellectuel » ? Louis Réau et la création de l'Institut français de Saint-Petersbourg

par OLGA MEDVEDKOVA

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2002/2-3 - Vol 43

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713217814 | pages 411 à 422

Pour citer cet article :

—MEDVEDKOVA O., « Scientifique » OU « intellectuel » ? Louis Réau et la création de l'Institut français de Saint-Petersbourg, *Cahiers du monde russe* 2002/ 2-3, Vol 43, p. 411-422.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

OLGA MEDVEDKOVA

« SCIENTIFIQUE » OU « INTELLECTUEL » ?
LOUIS RÉAU ET LA CRÉATION
DE L'INSTITUT FRANÇAIS
DE SAINT-PÉTERSBOURG.

En avril 1926 le célèbre slaviste Paul Boyer (1864-1949), administrateur de l'École des langues orientales de Paris, publiait dans la *Revue du Mois scientifique* un article intitulé « Les relations scientifiques entre la France et la Russie »¹ dans lequel il annonçait la fondation du Comité français des relations scientifiques avec la Russie². Il s'agissait tout à la fois de lutter contre l'isolement de la Russie et de donner aux slavistes français l'accès à leur terrain de recherche. Les échanges de livres et de personnes devaient se faire « en dehors de toute arrière-pensée politique ». Cette notion de neutralité politique et idéologique fut particulièrement développée dans une note d'André Mazon publiée à la suite de celle de Boyer. Selon Mazon, dans les nouvelles conditions qui étaient celles de la Russie soviétique, il ne fallait surtout pas confondre les rapports « intellectuels » et « scientifiques », et le Comité ne devait se charger que du « scientifique »³. En dehors d'une évidente prudence qu'exigeaient les conditions politiques, on peut sentir ici un prolongement de la croyance positiviste en l'existence d'un savoir scientifique pur et libre, capable de traverser les frontières et de résister aux régimes, indépendant de toutes sortes de constructions « intellectuelles ».

L'un des vœux formulés par Boyer en 1926 était la reprise de l'activité à Leningrad de l'Institut français, dont il avait été l'un des principaux fondateurs en 1911. La création de cet Institut et l'activité de son premier directeur Louis Réau, que nous avons tenté de retracer grâce aux documents de la Sorbonne conservés actuellement aux

1. Paul Boyer, « Les relations scientifiques entre la France et la Russie », *Revue du Mois scientifique*, 172, avril 1926, p. 199-200.

2. Le Comité fut fondé le 24 novembre 1926 à l'initiative de Sylvain Lévy et de Paul Langevin.

3. *Revue du Mois scientifique*, 172, avril 1926, p. 201.

Archives nationales⁴, feront l'objet principal de cette étude. Au cours de notre recherche, nous avons pu relever dans cette histoire un conflit important qui, nous semble-t-il, s'articulait précisément autour de deux visions différentes du projet : la vision « scientifique » et la vision « intellectuelle ». La seconde nous intéressera ici plus particulièrement, car elle fut à l'origine d'un paradigme, celui de l'« expansion de l'art français en Europe au siècle des Lumières », paradigme dont Louis Réau fut le créateur.

La première proposition concernant la création d'un Institut français à Saint-Pétersbourg fut rédigée le 25 décembre 1910 par Paul Boyer et par l'économiste Adolphe Landry⁵. De ces deux hommes, seul le premier fut le véritable auteur et ensuite le défenseur de la cause de l'Institut. Dès ce premier texte, Boyer exposait les tâches principales qu'il assignait à l'institution, les modèles qu'elle devait suivre ainsi que les moyens d'y parvenir. Il s'agissait pour lui de créer un outil de « collaboration scientifique plus étroite et plus méthodique que par le passé »⁶. Spécialiste de la langue et de la littérature russes, Boyer s'était lui-même formé en grande partie en Russie, lors de son séjour d'études à l'université de Moscou où, depuis 1889, il avait écouté Buslaev, Fortunatov, Šahmatov. Jusqu'en 1914 il se rendit régulièrement dans le pays⁷. Un avant-poste de la slavistique française sur le terrain, indispensable aux russisants français, était pour lui une nécessité évidente. Ceci d'autant plus que des institutions récemment créées — à savoir l'Institut français de Florence⁸ et l'Institut français d'Espagne⁹, ainsi que « plusieurs projets [...] d'échanges réguliers de professeurs entre les Universités françaises et les grandes Universités des États-Unis »¹⁰, — fournissaient des modèles à imiter. L'un des fondateurs et principaux promoteurs de l'Institut¹¹, qui devait fonctionner comme

4. Le dossier concernant la création de l'Institut français de Saint-Pétersbourg qui provient des archives de la Sorbonne, se trouve actuellement aux Archives nationales à Paris : AN, AJ/16/6953. Je remercie Dmitrij Gutnov et Marie-Pierre Rey de m'avoir aidée dans mes recherches. Ce dossier fournit des informations sur la période de l'élaboration du projet (à partir du mois de décembre 1910), sa création (le 11 mars 1911, inauguration le 31 octobre 1911) ainsi que sur la première période d'activité de cette institution jusqu'en 1914. Ce dossier nous permet de préciser certains faits, d'identifier les protagonistes du projet, et surtout de mieux comprendre les buts, le fonctionnement et le rôle joué par l'institution aussi bien en France qu'en Russie.

5. Directeur d'études à l'École pratique des hautes études, député radical de la Corse.

6. AN, AJ/16/6953, première proposition, f. 1.

7. Pierre Pascal, « Paul Boyer russisant et professeur », in Paul Boyer, *Chez Tolstoï. Entretiens à Iasnaïa Poliana*. Avec une introduction par André Mazon, Pierre Pascal, Louis Réau. Consacré à la mémoire de Paul Boyer (Bibliothèque de l'Institut français de Leningrad continuée par la Bibliothèque russe de l'Institut d'études slaves, t. XXIV, Paris, Institut d'études slaves, 1950, p. 9-16).

8. Inauguré en 1908, à l'initiative de l'université de Grenoble.

9. Par les universités associées de Bordeaux, de Toulouse et de Montpellier. Sur la création de ces deux instituts, voir Michel Espagne, *Le paradigme de l'étranger : les chaires de littérature étrangère au XIX^e siècle*, Paris, Cerf, 1993, p. 315-319.

10. Sur les échanges entre l'Université française et les États-Unis, voir Christophe Charles, *La république des universitaires*, Paris, Seuil, 1994.

11. On trouve les noms des fondateurs mentionnés dans les statuts : Charles Adam, d'Arsonval, Paul Boyer, Paul Doumer, Adolphe Landry, Anatole Leroy-Beaulieu, Maurice Faure, Stephen Pichon.

une association privée, devait du reste devenir Paul Doumer¹², qui s'était déjà manifesté au moment de la création de l'Institut de Florence, en lui procurant les fonds nécessaires¹³. Le cadre politique de l'Alliance franco-russe présentait par ailleurs des conditions favorables pour la réalisation du projet. Toujours sur le modèle de Florence et de Madrid, Boyer envisageait la création d'une collection « qui témoignerait de l'activité scientifique de l'Institut »¹⁴.

Si l'initiative venait donc de l'École des langues orientales, si les directeurs successifs de l'Institut, Louis Réau (de 1911 à 1913) puis Jules Patouillet (de 1913 à 1919), étaient tous deux élèves de Boyer, l'institution ne devait pas moins être placée sous le patronage de l'université de Paris, du Collège de France, du Muséum d'histoire naturelle, de l'École des chartes et de deux universités de province, Nancy et Lille. Le 6 janvier 1911, lors de sa visite à Saint-Pétersbourg, Paul Doumer évoquait le futur Institut français comme « l'émanation des universités de Paris et de Nancy »¹⁵. Or, en janvier 1911, le patronage de la Sorbonne, si important pour le prestige de l'Institut, paraissait faire problème.

Selon Boyer, qui suivait toujours en cela l'exemple de Florence et de Madrid, l'Institut se posait un double objectif. D'une part, il devait servir de centre de hautes études russes à l'usage des jeunes slavistes français « qui seraient envoyés à l'Institut tant pour se livrer à des recherches scientifiques que pour se perfectionner dans la connaissance et la pratique de la langue russe »¹⁶ ainsi que « des langues slaves dites allogènes ». D'autre part et tout autant, l'Institut était conçu comme « un centre d'études et d'informations françaises à l'usage des Russes désireux de se familiariser avec la langue et la pensée de notre pays, et notamment de ceux qui se destinent à l'enseignement du français dans les écoles russes de tout ordre, publiques ou privées »¹⁷. Cette seconde tâche devait se réaliser par l'organisation à Saint-Pétersbourg de cours réguliers professés par les directeurs d'études, les pensionnaires et les chargés de mission, de conférences ou de séries de conférences extraordinaires qui seraient demandées à des savants ou à des hommes de lettres français, et d'un bureau d'information scientifique et de renseignements universitaires. De ces deux objectifs, ce fut le second qui provoqua la réaction négative de la Sorbonne.

12. En 1910-1911, Paul Doumer (1857-1932) est ancien ministre des Finances (1895-1896), ancien gouverneur général de l'Indochine (1896-1902) et ancien président de la Chambre des députés. Il deviendra sénateur de la Corse en 1912-1931, ministre d'État en 1917, de nouveau ministre des Finances en 1925-1926, enfin président de la République en 1931-1932. Le 6 mai 1932, il est abattu par un Russe blanc nommé Gorgouloff.

13. L'Institut fonctionnait avec les fonds constitués par des souscriptions individuelles et des subventions.

14. « La Bibliothèque de l'Institut français de Saint-Pétersbourg ».

15. Jules Hedeman, « Nicolas II parle à M. Doumer », *Le Matin*, 6 janvier 1911.

16. AN, AJ/16/6953, première proposition, f. 3.

17. *Ibid.*, f. 3. De même, en fondant l'Institut de Florence, Julien Luchaire rêvait d'une maison où « on enseignerait, Français aux Italiens, Italiens aux Français », Michel Espagne, *op. cit.*, p. 316.

Le 18 janvier 1911, le vice-recteur de la Sorbonne, Louis Liard, exposait au directeur de l'Enseignement supérieur, Charles Bayet, les résultats d'une réunion de doyens consacrée à la question de l'Institut. Si la Sorbonne approuvait le projet dans son principe, elle exigeait qu'on modifiât le chapitre concernant la création d'un centre d'études françaises à l'usage des Russes qui se destinaient à l'enseignement du français dans les écoles russes¹⁸.

La même critique concernant l'enseignement régulier du français qui, croyait-on, risquait de diminuer le nombre des étudiants russes à la Sorbonne, fut répétée dans le rapport présenté par le doyen de la faculté des lettres, Alfred Croiset¹⁹. Ainsi la Sorbonne manifestait-elle sa crainte de perdre ses privilèges de représentante exclusive de la culture française à l'étranger²⁰.

Au cours du mois de février, le problème fut évoqué à plusieurs reprises. La création de l'Institut semblait être hâtée notamment par Doumer, sur la souscription duquel des fonds très importants arrivaient à la caisse de l'Institut. Mais la Sorbonne continuait d'hésiter, en même temps que la presse de gauche dénonçait la fondation de l'Institut qui, selon elle, servait d'écran à la haute finance cosmopolite, dont Doumer eût été le représentant et qui salissait l'image de l'Université française²¹. Enfin, le 23 février, Louis Liard devait recevoir une note officielle de la part du ministre de l'Instruction publique²² qui plaçait l'Université face au choix évident du gouvernement. En même temps, dans sa propre lettre adressée à Liard le 25 février, Boyer rassurait la Sorbonne en garantissant les modifications exigées

18. « [...] un tel enseignement existe à l'université de Paris à l'usage des étudiants étrangers et il est fréquenté spécialement par les étudiants russes de l'un et l'autre sexe. Un tel enseignement, pour être vraiment fructueux doit être donné dans le pays même dont la langue est étudiée, si l'on veut qu'il soit vraiment une culture et non pas seulement l'étude de la lettre d'une langue. En outre il ne paraît pas possible, de quelques ressources que dispose l'Institut projeté, d'organiser à Saint-Petersbourg un enseignement assez vaste pour répondre à cet objet. Ce sera loin d'être l'équivalent de ce que les étudiants russes peuvent trouver à Paris à la Sorbonne. Enfin il n'est pas douteux que l'organisation de ce centre d'études françaises ainsi conçu à Saint-Petersbourg aurait pour effet certain de diminuer la clientèle étrangère de l'Université de Paris », AN, AJ/16/6953 (dossier non paginé).

19. AN, AJ/16/6953 (dossier « Patronage »), Conseil de l'Université de Paris, 29 janvier 1911, procès-verbal de la séance.

20. « L'Université de Paris, avant d'accorder son patronage à l'œuvre nouvelle, a le droit de demander que ces articles du projet soient ou supprimés ou modifiés de manière à ne pas mettre en péril les résultats déjà acquis en France en vue de l'extension de la culture française à l'étranger. » (AN, AJ/16/6953, dossier « Patronage ») Un autre point du projet provoque les critiques de Croiset. Il s'agit de la création à l'Institut de plusieurs « chaires » (1° langue et littérature ; 2° histoire ; 3° archéologie et histoire de l'art) dont chacune serait placée sous le contrôle d'un directeur d'études distinct. Cette division paraît inutile à Croiset, qui la trouve à la fois trop étroite et trop large. Comme argument, il évoque les précédents des écoles françaises de Rome, d'Athènes et d'Extrême-Orient, ainsi que les instituts de Florence et de Madrid. Enfin la Sorbonne exprime des doutes sur la réunion des fonds nécessaires pour la création de l'Institut.

21. Voir l'article signé « Un Diplomate » : « M. Doumer fait des affaires. Il compromet l'Université dans la finance », *L'Humanité*, 20 février 1911.

22. Signée pour le ministre par Charles Bayet.

qui, d'ailleurs, exprimaient pleinement, selon lui, sa propre position²³. Le 7 mars, trois jours avant la fondation officielle de l'Institut, la Sorbonne semblait accepter de le patronner.

Pourtant l'ambiguïté persista. Dans un article du 9 février 1911 signé de Georges Bourdon, ce dernier assurait :

« L'Institut français ne sera pas une maison d'enseignement, mais un institut d'études, un foyer de recherches, une sorte d'école supérieure d'application ouverte aux slavistes français qui auront trouvé chez nous les premiers éléments de leur culture, et dont le nombre ne cessera de grossir avec l'institution de la licence russe, qui est prochaine. »²⁴

Mais en même temps, à la veille de la fondation de l'Institut, Paul Doumer affirmait dans un article publié dans *Le Matin* que la tâche première de l'Institut serait l'enseignement régulier du français en Russie²⁵.

Arrêtons-nous un instant sur cet article de Doumer dont le titre à lui seul — « L'expansion intellectuelle de la France » — nous introduit dans un contexte idéologique bien précis. Il s'agit d'une réaction à la conception de l'histoire nationale romantique, réaction qui, depuis la fin du XIX^e siècle, remettait à la mode la France de Louis XIV et celle du XVIII^e siècle²⁶, faisant du même coup renaître les constructions des Modernes français. L'idée du rayonnement international de la France revenait alors en force. Appliquée aux relations artistiques franco-russes, cette idée suscitait des travaux abondants, notamment les ouvrages de Pingaud, de Veuclin, d'Haumant, aux titres souvent évocateurs, qui concoururent à accréditer l'idée d'un lien privilégié et direct, parfois hégémonique, entre la France et la Russie²⁷.

23. « Aussi bien me serait-il permis de rappeler ici, et mes collègues du Comité provisoire de direction en pourraient témoigner, que, pour des motifs distincts de ceux invoqués par M. Croiset, je n'avais accepté moi-même que très à contrecœur ce principe d'un enseignement du français à Saint-Pétersbourg ; j'estimais en effet, et j'estime encore, que, tout en absorbant le meilleur de l'activité du directeur de l'Institut et de ses collaborateurs ou pensionnaires, cet enseignement, étant donné les conditions spéciales au milieu russe, ne donnerait aucun résultat vraiment utile. » (AN, AJ/16/6953, dossier « Patronage »)

24. Georges Bourdon, « Ce que sera l'Institut français de Saint-Pétersbourg », *Le Figaro*, 9 février 1911.

25. Paul Doumer, « L'expansion intellectuelle de la France », *Le Matin*, 27 février 1911.

26. Contentons-nous de citer les écrits des Goncourt, les romans d'Henri de Régnier, les grandes collections particulières de l'art français du XVIII^e siècle (Nissim de Camondo, Jacquemart-André) et, dans l'architecture et les arts décoratifs, le renouvellement de la mode rococo.

27. C'est ainsi que, dans son ouvrage intitulé *Les artistes français à l'étranger*, Louis-Étienne Dussieux tentait de dresser un catalogue des artistes français les plus importants qui avaient travaillé en Europe. L. Dussieux, *Les artistes français à l'étranger*, 3^e éd., Paris-Lyon, Jacques Lecoffre, 1876. Dussieux avait été aussi l'auteur de l'ouvrage très significatif *Force et faiblesse de la Russie, au point de vue militaire*, Paris, C. Tanera, 1854. Des travaux concernant plus spécialement la Russie suivirent, dès avant l'Alliance franco-russe ; Léonce Pingaud, *Les Français en Russie et les Russes en France*, Paris, 1886 ; E. V. Veuclin, *L'amitié franco-russe, ses origines. Le génie français et la Russie sous Pierre le Grand, Catherine I et Elisabeth. Documents inédits*, Brionne, Imprimerie E. Amelot, 1896 ; Émile Haumant, *La culture française en Russie (1700-1900)*, Paris, Hachette, 1910.

L'article de Doumer représentait un condensé des formules néo-modernes : pour l'Institut français il ne s'agissait plus tellement de remplir des tâches scientifiques, mais essentiellement « intellectuelles », son but principal étant l'exportation de ce que l'homme politique appelait « l'intellectualité française ». Cet « article d'exportation » sous forme de « résumé, constamment tenu à jour » serait transmis aux Russes « par le canal » de la langue française. Ainsi l'enseignement du français en Russie devenait l'enjeu principal du projet, compromettant la position des fondateurs de l'Institut et notamment de Boyer face à la Sorbonne.

En effet la question de l'enseignement régulier à l'Institut fut résolue en février 1911 de façon quasi clandestine. Malgré les garanties données aux professeurs de la Sorbonne par Boyer, la question de l'enseignement figura aux statuts de l'Institut, aussi bien dans leur version française que russe²⁸. Par la suite, l'enseignement régulier, lié au programme de l'expansion de « l'intellectualité française », allait prendre de plus en plus d'importance dans les activités de l'établissement. Ainsi, dans son rapport signé le 30 septembre 1912, Réau revenait sur la triple fonction que devait remplir l'Institut : centre de recherches scientifiques, centre d'enseignement et centre de renseignements universitaires sur la France. Après avoir évoqué les résultats des recherches entreprises par les chargés de mission, Réau écrivait : « En même temps qu'un centre de recherches et de publications scientifiques, l'Institut doit être un centre d'enseignement et travailler à l'expansion de l'influence intellectuelle de la France. »²⁹ Cette partie des activités, selon Réau, était d'autant plus importante qu'elle était le seul moyen de défendre la cause française si présente en Russie depuis le milieu du XVIII^e siècle et de s'opposer à l'influence intellectuelle grandissante de l'Allemagne³⁰. Comme beaucoup d'autres

28. *Ustav Russko-Francuzskogo obščestva pod naimenovaniem « Francuzskij institut v S.-Peterburge »*, Rossijskij Gosudarstvennyj Istoričeskij Arhiv (RGIA), f. 1284, d. 188, n° 152 (dossier sur la ratification des Statuts de l'Institut français de Saint-Pétersbourg). Je remercie Vladislav Ržeuckij de m'avoir communiqué la version russe des statuts de l'Institut, signés par le ministre de l'Instruction publique Kasso le 12 octobre 1912. Sur les raisons purement policières du retard dans la ratification des statuts par les autorités russes, voir Vladislav Rjeoutski, « L'Institut français de Saint-Pétersbourg », dans *L'Alliance française et l'Institut français de Saint-Pétersbourg*, Saint-Pétersbourg, 2001, p. 78-80.

29. [Louis Réau], *Rapport sur le fonctionnement de l'Institut présenté au conseil d'administration par M. Louis Réau, directeur de l'Institut français de Saint-Pétersbourg*, Saint-Pétersbourg, rue Gorohovaja, 1913, p. 7.

30. « La langue et la culture françaises ont exercé en Russie depuis le milieu du XVIII^e siècle une influence prépondérante. Mais il ne faut pas se dissimuler que ce privilège séculaire a besoin d'être défendu énergiquement contre les progrès menaçants de l'influence allemande qui bénéficie du voisinage des provinces Baltiques encore incomplètement russifiées, de la présence à Pétersbourg même d'une très nombreuse colonie et qui, grâce à ces avantages, a réussi à créer des gymnases allemands très prospères et à imposer à une grande partie de l'enseignement supérieur russe ses manuels et ses méthodes. À défaut d'un lycée français, dont la création serait indispensable pour disputer aux Allemands le monopole de l'enseignement secondaire étranger, la fondation de l'Institut français nous permettrait au moins d'opposer nos méthodes d'enseignement supérieur à celles des Universités allemandes. », *ibid.*, p. 8.

slavistes de sa génération, Réau était germaniste de formation³¹. Le contexte idéologique anti-germanique de l'époque d'avant-guerre avait poussé ces universitaires vers les pays slaves dans lesquels ils voyaient un contrepois important à la culture allemande. Pour cette raison, l'idée de la future Renaissance slave qui animait alors les milieux intellectuels russes était largement soutenue par les slavistes français.

Les cours réguliers organisés par Réau³² furent séparés en deux séries : « Histoire de la littérature française » et « Histoire de la civilisation et de l'art »³³. Ces cours s'adressaient à un public russe qui jouissait déjà d'une bonne maîtrise du français et dont la majorité écrasante était composée de femmes (120 auditrices sur un effectif total de 157), fait qui devait probablement expliquer le choix de certains sujets « féminins ». Selon Réau, le public russe se composait de deux éléments : mondain et scolaire. De ce constat découlaient deux vœux formulés par le directeur. Pour attirer l'élément mondain, il fallait doter l'Institut d'une salle de conférences plus grande et plus prestigieuse. Pour le second, prévoir un diplôme, qui ne pourrait jamais, selon Réau, « devenir préjudiciable au recrutement de nos Universités françaises »³⁴. En marge de ce passage du rapport, l'exemplaire envoyé à la Sorbonne porte un grand point d'interrogation, ce qui pourrait s'expliquer par les réticences que nous avons évoquées.

Cette question du diplôme se posa encore plus fortement avec le second directeur de l'Institut, Jules Patouillet³⁵, notamment dans sa lettre adressée au ministre de l'Instruction publique de la Russie en 1914. La tâche de l'enseignement et de l'exportation de « l'intellectualité française » devenait pour Patouillet essentielle. D'ailleurs il ne s'agissait plus tant d'enseigner la civilisation que le français

31. Voir la biographie de Réau dans : André Cornu, *Notice sur la vie et les travaux de Louis Réau (1881-1861)*, Paris, Institut de France, 1962 ; Albert Decaris, *Funérailles de M. Louis Réau*, Paris, 1961. Germaniste de formation, ancien élève de l'École normale supérieure, Réau suivit parallèlement les cours de russe à l'École des langues orientales. Après avoir été nommé maître de conférences à Nancy en 1908 et avoir publié un livre sur les primitifs allemands (je renvoie à la communication d'Isabelle Dubois, « Louis Réau et l'invention des primitifs allemands », en novembre 2000 au Centre allemand d'histoire de l'art), il devint le premier directeur de l'Institut en 1911. En 1913 Réau fut remplacé dans sa fonction par Jules Patouillet.

32. Dans les locaux de l'Institut (13, rue Gorohovaja) ainsi que de la Société impériale de géographie.

33. La distribution des cours était la suivante : Mlle Tollemer (professeur au lycée Racine) « L'organisation et les progrès de l'enseignement féminin en France » ; « La littérature classique du XVII^e siècle » ; « La poésie lyrique du XIX^e siècle » ; M. Caminade (professeur agrégé au lycée de Saint-Etienne) « Le roman français » ; Louis Hauteceœur (agrégé de l'Université, ancien membre de l'École française de Rome) « La société et l'art français au XVIII^e siècle » ; Ebersolt (docteur ès lettres) « Constantinople au Moyen Âge » ; Louis Réau « Histoire de la peinture française du XIX^e siècle ».

34. *Rapport sur le fonctionnement de l'Institut présenté au conseil d'administration...*, op. cit., p. 11.

35. Sur Jules Patouillet (1862-1942), voir Marcelle Ehrhard, « Nécrologie de Jules Patouillet », *Revue des Études slaves*, t. 21, fasc. 1-4, Paris, 1944, p. 179-183. Patouillet resta à la tête de l'Institut jusqu'en 1919. En essayant de conserver l'Institut après 1917, il le réorganisa et le transféra à Moscou quand le gouvernement russe se fixa dans la vieille capitale. Il ne regagna la France en 1919 que sur l'ordre formel de Paris. En 1920 il repartit pour Prague où il forma l'Institut français dont il resta directeur jusqu'en 1921.

moderne, à l'usage des futurs maîtres de français en Russie. Pour cela, Patouillet réalisait ce qui, selon ses propres termes, n'avait « jamais encore été réalisé à l'étranger », c'est-à-dire une véritable école française supérieure³⁶. De même que pour Réau, l'opposition à l'influence allemande était très importante aux yeux de Patouillet³⁷.

Ainsi, d'un centre scientifique, l'Institut se transformait de plus en plus en centre d'enseignement, en réalisant les vœux d'un Doumer, fort de son expérience d'administration coloniale, plutôt que ceux d'un Boyer. Mais c'est dans les écrits et les activités de Louis Réau que le programme de l'expansion intellectuelle française recevait toute sa force théorique, d'autant plus que cet historien d'art s'appuyait délibérément sur un fondement du discours français moderne. Il est particulièrement significatif de ce point de vue que dans son article consacré à Boyer, rédigé en 1950, Réau rattachait la création de l'Institut à ses origines lointaines de l'époque de Louis XIV et notamment à l'institution de l'Académie de France à Rome³⁸. Si les tâches intellectuelles étaient toujours mentionnées par Réau avant les tâches scientifiques, il regroupait finalement les deux dans la notion de « l'expansion culturelle », en prêtant à Boyer une idée que ce dernier ne semblait pas avoir eue³⁹. D'ailleurs, le nom de Doumer, entre autres et célèbres fonctions ancien gouverneur de l'Indochine et fondateur de l'École française d'Extrême-Orient, suivait immédiatement celui de Boyer dans l'article de Réau.

36. Patouillet augmenta le nombre d'heures de cours et d'exercices pédagogiques de 7 (en 1911-1912) et 13 (en 1912-1913) jusqu'à 26 en 1913-1914.

37. « Il est toutefois désirable, et possible, que le personnel appelé à enseigner les langues vivantes devienne sinon exclusivement, comme en France, ou presque exclusivement, comme en Allemagne, du moins en très grande majorité, indigène. Et ici un séjour assez prolongé dans le pays dont la langue sera enseignée — Allemagne, France, Angleterre — apparaît comme la condition et la garantie essentielle d'une solide préparation. Pour l'allemand, la question est facile à résoudre : l'Allemagne est un pays frontière, où on peut se rendre à moindre frais ; et la Russie trouve même chez elle, dans ses provinces baltiques, un personnel immédiatement préparé. Pour le français cette condition du séjour, plus difficilement réalisable en elle-même, il faut l'avouer, — raisons de distances, de dépense — n'a pas encore été réalisée : les futurs maîtres ou maîtresses de français qui ont, je ne dis pas séjourné, mais travaillé avec méthode en France et avec fruit, sont jusqu'à ce jour la minorité. » (Archives nationales : AJ/16/6953 ; dossier « Activités » ; lettre de Patouillet au ministre de l'Instruction publique). L'expérience de Patouillet dans le domaine de la pédagogie française à l'étranger ne datait d'ailleurs pas de son arrivée à Pétersbourg : en 1912-1913 Patouillet représentait la France aux congrès pédagogiques de Kazan et de Varsovie, où il parla de l'enseignement du français comme d'une « école de netteté et de goût », voir Jules Patouillet, *Rapport sur ma mission pédagogique. Varsovie (27 décembre 1912-13 janvier 1913)*, manuscrit, bibliothèque des Langues orientales, Mél. 4° 258 (16), f. 7.

38. « La fondation de cet Institut n'était pas une innovation sans précédent. Elle se rattachait au contraire à tout un réseau d'établissements d'enseignement supérieur multipliés par la France dans le monde entier pour développer, dans un esprit de cordiale réciprocité, nos relations intellectuelles et scientifiques avec les pays étrangers. Le branle avait été donné par la fondation de l'Académie de France à Rome qui date de Louis XIV [...]. », Louis Réau, « Le fondateur de l'Institut Français de Saint-Pétersbourg », in Paul Boyer, *Chez Tolstoï, op. cit.*, p. 17.

39. « L'idée de Paul Boyer était d'appliquer aux pays slaves et plus spécialement à la Russie cette politique d'expansion culturelle qui avait déjà fait ses preuves dans les pays latins. », *ibid.*, p. 18.

L'une des principales œuvres de Réau pendant son directorat à Saint-Pétersbourg fut l'organisation de l'exposition de l'Art français du XIX^e siècle⁴⁰, qu'il réalisa en collaboration avec ses collègues russes réunis autour de la revue d'art *Apollon*. L'une des salles de l'exposition fut alors consacrée aux artistes français qui avaient séjourné en Russie⁴¹.

Les artistes, écrivains et critiques d'art réunis à partir de 1909 autour d'*Apollon* étaient issus du cercle du *Mir iskusstva*. Depuis les premières publications polémiques d'Alexandre Benois en 1902⁴², ce cercle contribua à la création d'un véritable culte de Saint-Pétersbourg, symbole de la renaissance russe occidentaliste, en même temps qu'il développa un programme d'études qui embrassait l'art russe européenisé et l'apport des artistes étrangers en Russie au XVIII^e et au XIX^e siècle. Une série de publications dans les revues *Mir iskusstva*, *Starye gody*, *Apollon*, *Hudožestvennyye sokrovišča Rossii*, etc., opposait à l'image de la Russie roturière, paysanne et enfermée dans ses propres limites, chère aux romantiques, notamment à Viollet-le-Duc, une Russie aristocratique, cultivée, parlant les langues étrangères, en premier lieu le français, ouverte à plusieurs influences, parmi lesquelles elle savait pourtant faire ses choix. En 1911, la revue *Starye gody* publia en particulier un numéro spécial intitulé « Inostrannye hudožniki v Rossii XVIII veka » (Les artistes étrangers en Russie au XVIII^e siècle.)⁴³. Le culte de Saint-Pétersbourg se mêlait alors à un véritable culte de la France du XVII^e et du XVIII^e siècle, au culte de Paris et de Versailles dont Saint-Pétersbourg devenait un reflet.

La rencontre avec les représentants de ce mouvement, tels que Benois, Lukomskij, Wrangel, Grabar, Trubnikov et d'autres, fut décisive pour Louis Réau et l'orienta vers l'étude des apports français à l'étranger⁴⁴. Ses premières publications, notamment celles qu'il consacra à Saint-Pétersbourg, ne furent qu'une

40. Hiver 1912, palais Jusupov [Yousoupov].

41. Voir « Vystavka Sto let francuzskoj živopisi » (Exposition Cent ans de peinture française), *Apollon*, 4, 1912, p. 5-7. Voir également les articles publiés à propos de cette exposition dans les revues : *Gazette des beaux-arts*, *L'Art*, *Starye gody* (février 1912), *Sovremennij mir* (5, 1912). L'exposition fut décorée par Georgij Lukomskij, futur collaborateur de Réau dans l'édition de plusieurs livres.

42. Alexandre Benois, « Živopisnyj Peterburg » (Pétersbourg pittoresque), *Mir iskusstva*, 1, 1902 ; Alexandre Benois, « Arhitektura Peterburga » (L'architecture de Pétersbourg), *ibid.*, 4, 1902, p. 82-85, etc.

43. On y trouvait notamment les articles suivants : Nikolaj Vrangél', « Inostrancy v Rossii » (Les étrangers en Russie), *Starye gody*, juillet-septembre, 1911, p. 5-94 ; A. Fel'kerzam, « Inostrannye mastera zolotogo i serebrjanogo dela » (Les orfèvres étrangers), *ibid.*, p. 95-113 ; Vladimir Kurbatov, « Podgotovka i razvitie neoklassičeskogo stilja » (Formation et développement du style néoclassique), *ibid.*, p. 151-173 ; Igor' Grabar', « Arhitektory — inostrancy pri Petre Velikom » (Les architectes étrangers sous Pierre le Grand), *ibid.*, p. 132-150.

44. Dès lors, il proclama l'impossibilité d'écrire une histoire de l'art français sans tenir compte de son expansion à l'étranger. Or la Russie fut pour lui un lieu particulièrement fécond pour ce genre de recherches : « En somme », écrivait Réau en 1909, « la Russie est l'un des pays où l'on peut le mieux étudier l'expansion de l'art français au XVIII^e et au XIX^e siècle. », Louis Réau, « L'art français en Russie », *La grande revue*, 10 nov. 1909, p. 170.

reprise, parfois mot pour mot, des publications de Benois ou encore de Lukomskij des années 1900⁴⁵, ce qui suscita en Russie une critique sévère⁴⁶.

Au cours des années 1910-1920, Louis Réau publia plusieurs livres et articles consacrés à l'art français en Russie⁴⁷. En 1922, son livre *L'art russe*⁴⁸ paraissait, le premier à traiter ce sujet depuis Viollet-le-Duc, auquel il donnait explicitement la réplique⁴⁹. Dans cet ouvrage, ainsi que dans son *Histoire de l'expansion de l'art français* en 5 volumes⁵⁰, dont le quatrième était consacré au monde slave et à l'Orient, Réau développa son approche gallocentriste. Dans un article, publié en 1925 et faisant partie d'un recueil dédié à Paul Boyer, Réau livrait la formule de cette approche :

« Parmi tous les pays d'Europe qui ont été au XVIII^e siècle tributaires du génie français, aucun n'a accepté son hégémonie plus docilement que la Russie. On en voit aisément la raison. La Russie pétroviennne ou pétersbourgeoise, réformée de fond en comble par Pierre le Grand, ressemblait à un pays neuf, à une terre vierge où aucune tradition nationale ne venait plus faire obstacle aux influences étrangères. De même que la Russie ancienne avait été pendant de longs siècles une province de l'art byzantin, la Russie nouvelle est devenue, tout naturellement, une province de l'art français, Paris a été pour Pétersbourg ce que Byzance avait été pour Kiev et Moscou. »⁵¹

Réau considérait les œuvres des Français à l'étranger en termes d'expansion, d'influence, d'enseignement, sans pour autant se rendre compte des transformations qu'elles avaient pu subir sous la pression des commanditaires ainsi que sous

45. Louis Réau, « La beauté de Saint-Pétersbourg », *Revue bleue*, 15, février 1913 ; Louis Réau, *Saint-Pétersbourg*, Paris, Renouard, H. Laurens, 1913.

46. Ainsi Georgij Lukomskij écrivait que le livre de Réau sur Saint-Pétersbourg n'apportait rien de neuf aux lecteurs russes, que presque toutes les illustrations étaient reprises des revues *Mir iskusstva* et *Starye gody* et que les autres montraient la ville en hiver, recouverte de neige, ce qui soulignait inutilement son aspect exotique. Georgij Lukomskij, Compte rendu des livres de Louis Hauteccœur et de Louis Réau, *Zodčij*, 40, 1913, p. 424. De même la publication de Réau consacrée à l'œuvre de Hubert Robert en Russie (Louis Réau, « L'œuvre de Hubert Robert en Russie », *Gazette des beaux-arts*, mars 1914) était très proche de celle de Trubnikov sur le même sujet, ce que les critiques russes ne manquèrent pas de signaler (« Rossica », *Apolon*, 5, 1914, p. 73).

47. Louis Réau, « L'œuvre de Houdon en Russie », *Gazette des beaux-arts*, 1917 ; *id.*, *Etienne-Maurice Falconet*, Paris, Demotte, 1922, 2 vol ; *id.*, « Vallin de la Mothe », *L'architecture*, 1922 ; *id.*, *Catalogue de l'art français dans les musées russes*, Paris, Armand, Colin, 1929 ; *id.*, *Catherine la Grande. Inspiratrice d'art et mécène*, Paris, Editions Le Calame, 1930 (choix d'illustrations par Georges Loukowski).

48. Louis Réau, *L'art russe*, t. 1-2, Paris, H. Laurens, 1921-1922.

49. « Mon *Histoire de l'art russe* a substitué à la thèse panslaviste de Viollet-le-Duc, qui n'avait jamais été en Russie, un tableau plus exact basé sur la connaissance de la langue et des monuments. » (*Titres et travaux de Louis Réau, directeur de l'Institut français de Vienne, professeur à l'ENS de Sèvres*, Paris, 1937, p. 35.)

50. Louis Réau, *Histoire de l'expansion de l'art français moderne*, Paris, H. Laurens, 1924, 5 vol. (vol. IV : « Le monde slave et l'Orient »).

51. Louis Réau, « Les relations artistiques entre la France et la Russie », *Mélanges publiés en l'honneur de M. Paul Boyer*, Paris, Champion, 1925, p. 118.

l'influence des autres pays, et rejetait toute idée de conflit que l'œuvre des Français en Russie avait pu provoquer⁵². Ce faisant, il se démarquait de la position de ses collaborateurs russes qui, bien qu'occidentalistes, considéraient cet apport étranger comme une partie intégrante de la culture russe. Mais il se démarquait également de la position de l'un de ses collaborateurs français, Louis Hauteœur, chargé de mission à l'Institut français de Saint-Pétersbourg, ancien membre de l'École française de Rome. Alors que tout au long de sa vie, Réau défendit la cause française contre celle de l'Allemagne⁵³, mais aussi celle de l'Italie, Hauteœur, dans son livre, *L'architecture classique à Saint-Pétersbourg à la fin du XVIII^e siècle*, tâchait de démontrer « comment ce pays, devenu politiquement européen, adopta l'art cosmopolite de l'Occident »⁵⁴. Pour Hauteœur, qui était passé par Rome, l'origine cosmopolite (et non « française ») de l'art russe du XVIII^e siècle allait de soi.

Il se trouve qu'encore aujourd'hui les clichés élaborés par Réau continuent de circuler à travers les écrits d'historiens d'art, aussi bien en France qu'en Russie. Le poids de son œuvre consacrée persiste, alors que le petit livre « russe » de Hauteœur qui ne fut pour ce dernier qu'une parenthèse, est quasiment oublié. C'est précisément pour cette raison qu'il nous a paru important de remonter, avec l'histoire de l'Institut français, aux origines de l'attitude intellectuelle de Louis Réau afin de séparer l'« intellectuel » du « scientifique ».

Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique
54, boulevard Raspail
75006 Paris
o.medvedkova@free.fr

52. Réau ne remarque ce qu'il appelle la « couleur locale » que dans le paysage ou encore dans l'emploi de matériaux et de techniques différents : « Là même où l'imitation semble la plus directe, où les artistes russes ont travaillé sur des modèles français, la main-d'œuvre locale entraîne des modifications essentielles. C'est ainsi que, la plupart du temps, les chutes de bronze doré d'or moulu, dont nos admirables ciseleurs parisiens ornaient les chefs-d'œuvre des ébénistes, sont remplacées en Russie par des ornements en bois doré que les serfs copiaient de leur mieux, sans parvenir à faire illusion. », G. K. Loukouski, *Mobilier et décoration des anciens palais impériaux russes (Musées du peuple)*, Paris-Bruxelles, Editions Van Oest, 1928. Avec une préface de M. Louis Réau, directeur de l'Institut français de Saint-Pétersbourg, p. 11.

53. Encore en 1950 dans son texte consacré à Boyer, il fait allusion au fait qu'il fut choisi au poste de directeur de l'Institut français de Saint-Pétersbourg précisément parce qu'il était ancien germaniste (Louis Réau, « Le fondateur de l'Institut Français de Saint-Pétersbourg », in Paul Boyer, *Chez Tolstoï, op. cit.*).

54. Louis Hauteœur, *L'architecture classique à Saint-Pétersbourg à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Champion, 1912, p. 7.